

## BOUIRA

# «Vous avez dit tourisme !»

**La Faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion de l'université Akli-Mohand-Oulhadj de Bouira organise, pendant les journées de lundi et mardi, le 7<sup>e</sup> colloque national sur les facteurs et les défis de l'investissement dans le secteur du tourisme.**

L'importance de ce colloque ouvert hier en présence de plusieurs professeurs et autres enseignants universitaires venus des quatre coins du pays, est qu'il vient à point nommé pour débattre durant deux jours des mécanismes nécessaires pour le développement de l'investissement touristique dans le pays, qui est devenu l'alternative appropriée du secteur des hydrocarbures qui vit une crise mondiale aiguë et qui risque de durer dans le temps.

Ainsi, et c'est parce que l'Algérie est consciente – enfin dirions-nous – de l'importance du potentiel touristique qu'elle recèle, c'est tout naturellement que lors de la rencontre d'août dernier entre le gouvernement et les walis, le Premier ministre Abdelmalek Sellal avait donné toute son importance au secteur du tourisme en rappelant les facilités octroyées par le gouvernement aux investisseurs désireux de se lancer dans le secteur du tourisme.

Durant deux jours, plusieurs thèmes sont programmés pour être abordés par les experts, notamment le concept et l'impor-

tance de l'investissement touristique, le cadre juridique et législatif de l'investissement touristique en Algérie, le rôle du secteur privé dans l'investissement touristique avec entre autres la création d'un climat approprié pour attirer les touristes ; l'amélioration de la qualité des installations et des services et surtout le développement des ressources humaines dont la formation des guides touristiques n'est pas des moindres ; les avantages et les garanties que l'Etat donne aux investisseurs privés dans ce secteur qui nécessite des investissements lourds et à risque, tant leur rentabilité dépend du facteur humain et de l'environnement politique et économique mondiaux ; etc.

Durant la première journée, les premiers intervenants ont axé leurs communications sur les richesses touristiques et le patrimoine matériel que recèle le pays depuis les gravures rupestres du Tassili N'Ajjer au Sahara, jusqu'aux mosquées et zaouïas, en passant par les ruines romaines de Timgad, Djemila, Tipasa, Sour-El-Ghozlane, mais également la

nature avec Tikjda, Chréa, Timimoun, le Hoggar et les villes anciennes comme le Mzab, La Casbah d'Alger, etc.

Des sites et autres richesses qui peuvent être un atout pour attirer le touriste étranger mais, pour cela comme il a été rappelé dans l'exposé, il faudrait des infrastructures hôtelières à installer si possible devant ces sites historiques, et avec des normes internationales.

D'ailleurs sur ce point, un autre intervenant a rappelé l'importance du tourisme dans le développement des pays en citant l'exemple de l'Egypte qui engrange une moyenne annuelle de près de 14 milliards de dollars depuis le tourisme avec ses sites touristiques comme les pyramides, mais aussi le tourisme balnéaire qui existe également en Algérie avec les 1 200 kilomètres de la côte. Le même conférencier rappellera l'importance du secteur du tourisme créateur d'emplois avec quelque 284 000 emplois à travers le monde, soit 7 fois plus que l'industrie automobile.

Notons que durant la première journée de ce colloque, ce que nous avons constaté est la prédominance de la mouvance islamiste qui a fait main basse sur le secteur en Algérie. D'ailleurs, durant l'entame des travaux, passé la Fatiha et

tant d'autres salamalecs très ennuyeux, nous avons à maintes reprises entendu parler de zaouïas, produit touristique à valoriser alors que le balnéaire a été totalement ignoré ; de même lorsque il a été évoqué les sites historiques, l'intervenante tout en voile, a vite fait de parler des mosquées comme patrimoine historique à valoriser alors que le véritable tourisme, créateur d'emplois, devrait être orienté vers l'Europe et l'Occident avec tout cela suppose comme hôtels haut standings avec boissons alcoolisées et dancings, mais également des plages où le touriste étranger se sentirait à l'aise, sans être épiés avec des yeux accusateurs. Un touriste occidental qui pourra également lancer l'artisanat car très porteur sur les produits artisanaux du terroir des pays qu'il visite. De tout cela, nous ne saurons si les présents parleront ou feront l'impasse en le jugeant «haram».

En somme, disons que si l'Etat veut vraiment que le tourisme redémarre en Algérie, il faudrait avoir le courage de l'extirper des mains des islamistes et des intégristes. Avec un véritable ministre moderniste qui sait faire la révolution dans le secteur et dans la maison au niveau du ministère. A bon entendeur salut !

Y. Y.

## KHEMIS MILIANA

# Emergence d'un pôle spécialisé dans la production des semences par la CCLS

**La Coopérative des céréales et des légumes secs de Khemis Miliana enregistre depuis 2 ans d'importantes avancées dans le domaine de la production des semences des céréales et des légumineuses et ambitionne de devenir un pôle dominant dans ce secteur, les semences étant au cœur de toute production agricole, surtout que toutes les conditions se trouvent réunies pour ce faire.**

Depuis 2014, la production de semences de céréales n'a pas cessé d'enregistrer une croissance progressive importante.

La production de 86 000 q de semences produites à partir de la collecte engrangée en 2014, s'est élevée à 150 000 q en 2016 en passant par 124 000 en 2015, soit des taux successifs de 15, 23 et 27% de la collecte de céréales enregistrée. La CCLS ambitionne d'atteindre le chiffre de 35% en 2017, selon son directeur M. Agnini, ceci si toutefois certaines contraintes sont levées.

Cette année, la CCLS a atteint un chiffre record de ventes de semences, à savoir 71 000 q et projette de vendre quelque 84 000 q, un chiffre jamais atteint depuis 1962, et ce, en plus des 30 000 q écoulés dans 15 wilayas, telles que Tiaret, Relizane et Laghouat entre autres. Il s'agit de 5 variétés de blé dur, 3 variétés de blé tendre et 2 variétés d'orge.

A noter aussi que la CCLS s'est lancée dans la réhabilitation de la production de semences de légumineuses, notamment les pois chiches avec 112 ha emblavés avec un objectif de 200 ha l'année prochaine et 50,5 ha pour la production de semences de lentilles. Ces deux légumineuses, qui étaient produites en importante quantité dans le nord-est de la wilaya, avaient été abandonnées depuis des années ce qui a fait la joie des importateurs et des

producteurs étrangers. S'agissant des pois chiches, les essais de leur réintroduction ont été très encourageants puisqu'en 2015 la récolte a été de 482 q, en 2016 on a obtenu 980 q. Pour 2017, on projette d'emblaver 500 ha de production de semences de pois chiches et 150 ha de semences de lentilles.

On indique que ces deux légumineuses ont la propriété de fixer l'azote et de ce fait, cela constitue un important engraissement des sols en cas d'assolement ce qui rendrait inutile le recours aux engrais chimiques.

La plus importante des contraintes que rencontre la CCLS demeure la faiblesse des capacités de stockage à l'issue des campagnes moissons-battages chaque année. Le déficit dans le domaine des capacités de stockage est estimé à 400 000 q, ce qui oblige la Coopérative à la location ou la réquisition d'espaces dans le meilleur des cas, d'une part, et d'autre part à opérer des transferts de production vers certaines wilayas et pousse même certains céréaliers à livrer leur production à d'autres wilayas aussi, ce qui n'est pas bénéfique à la Coopérative et affaiblit ainsi le rendement.

Pour parer à ce déficit, un projet de réalisation d'un silo à El Attaf, se composant de 12 cellules métalliques d'une capacité de stockage globale de 200 000 q, est en cours de réalisa-

tion dont l'avancée des travaux est à 40%. Le wali qui a visité le site de cette structure récemment a vivement recommandé au maître d'œuvre d'inciter des investisseurs à s'impliquer dans la réalisation de silos en leur assurant par convention, un plan de charge.

De plus, avons-nous appris, dans le cadre d'un partenariat américano-algérien, qui porte sur l'acquisition de silos d'une capacité de 10 000 t chacun, la wilaya de Aïn Defla sera dotée d'un nombre non encore déterminé de ces silos. L'idéal indique-t-on serait que chaque gros producteur de

céréales se dote d'un mini-silo amovible au niveau de son exploitation ce qui lui permettrait de stocker sa production à son niveau et échelonner ses livraisons à la Coopérative, en toute sécurité et éviter ainsi le grand rush de juillet et août.

A noter par ailleurs que la CCLS est en train de réaliser une station de traitement (agréage et certification) de semences à El Attaf, en collaboration avec un groupe industriel turc, à une cadence de traitement de 5 t/h, qui sera opérationnelle d'ici l'été prochain.

Karim O.

## ORAN

# Grève et sit-in des étudiants en médecine dentaire

**«On ne veut pas de promesses, on veut que l'injustice cesse», «Les étudiants en grève», c'est en brandissant ces banderoles et en scandant «étudiants solidaires», que près d'une centaine de jeunes étudiantes et étudiants de médecine dentaire de la Faculté de médecine d'Oran, ont observé hier matin un sit-in de protestation.**

Une action qui est venue ponctuer, quatre jours de grève et qui, pour la première fois, s'est donc faite remarquer en occupant le trottoir devant l'entrée de la Faculté de médecine d'Oran. Une faculté qui, ces jours derniers, ne cesse de faire parler d'elle, puisque déjà les étudiants, cette fois-ci du département de pharmacie, avaient également lancé une grève depuis plus longtemps.

Les raisons de la colère de ces étudiants de médecine dentaire, c'est

la promesse non tenue de leur accorder la catégorie 16 au lieu de la 13 qui est celle en vigueur pour les personnels ayant bac +5, comme c'était le cas pour eux. Et pour cause, les étudiants nous ont expliqué que les grèves de l'année 2011 avaient permis d'obtenir cette catégorie 16, avec comme exigence le rallongement d'une année d'étude, la modification totale des programmes et donc l'obtention d'un diplôme de doctorat en médecine dentaire. «Alors que cette année, nous allons avoir la première

## SIDI-BEL-ABBÈS

# Des spécialistes de l'EPH contestent leur affectation au CHU

Dans la matinée de dimanche, des médecins solidaires avec deux de leurs collègues de la «CCI» de l'EPH de Sidi-Djilali du chef-lieu Sidi-Bel-Abbès, ont observé un sit-in dans l'enceinte de l'établissement.

Les deux médecins spécialistes en chirurgie infantile déclarent contester leur affectation en date du 28 décembre 2016 à la CCI du CHU Hassani-Abdelkader.

Ces deux médecins ont effectué leur service civil au niveau de ce service de chirurgie infantile. Et le 28 décembre dernier, ils se sont vu notifier une affectation à la CCI du CHU, une affectation confirmée par le ministère.

Cependant, les deux concernés refusent de rejoindre leurs nouveaux postes, demandant à être maintenus au niveau de la CCI de l'EPH où ils ont effectué leurs quatre années de service civil. Ce refus a été suivi par un sit-in des deux médecins assistés de leurs pairs solidaires de la cause dans la matinée de lundi.

Cette unité lieu de la contestation a été en partie paralysée puisque des enfants malades accompagnés de leurs parents n'ont pas bénéficié du contrôle pour lequel ils étaient programmés, créant ainsi une situation de confusion dans les couloirs.

De son côté, la Direction de la santé maintient sa décision, alléguant que le service de chirurgie infantile de cet EPH ne figure pas dans l'organigramme.

Il a été créé par besoin seulement, et il s'est avéré être une unité «pauvre» avec «zéro activité urgence» et pas d'intervention chirurgicale. Donc, dira-t-elle, ces deux médecins seront plus utiles au niveau de la CCI du CHU ce pourquoi ils ont été destinataires d'une décision d'affectation. Nous allons, a indiqué la Direction de la santé, créer un pôle pour enfants au niveau de la localité de Tabia. Nous sommes actuellement en train de réunir l'effectif humain pour son ouverture et des médecins spécialistes sont concernés.

De leur côté, les médecins contestataires récusent cette affectation et demandent leur maintien au niveau de l'unité de chirurgie infantile de l'EPH, un refus que d'autres médecins soutiennent.

A. M.

promotion de docteurs en médecine dentaire avec 6 années d'études, on nous refuse comme promis la catégorie 16, c'est de l'injustice. Le dossier est semble-t-il bloqué ou en ballotage entre le ministère de la Santé et la Fonction publique, le ministère de l'Enseignement supérieur ayant déjà donné son accord», affirment les délégués des étudiants contestataires rencontrés lors du sit-in.

Ne voyant rien venir quant aux promesses qui leur ont été faites selon eux, les quelque 950 étudiants du département dentaire de la Faculté de médecine exigent dès lors des écrits et non des paroles.

De plus en se mettant en grève, ces mêmes étudiants boycottent du même coup les examens qui ont débuté cette semaine.

Fayçal M.